RÉPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
****
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
****

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

AU 31 MARS 2026

MAI 2026

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**
EXECUTION DU BUDGET AU 31 MARS 2026 ..... **6**
1.1 Rappel de la loi de finances 2026 ..... **6**
1.2 Réalisations budgétaires au 31 mars 2026 ..... **7**
1.3 Exécution des recettes budgétaires **7**
1.3.1 Recettes fiscales 8
1.3.1.1 Impôts et taxes intérieurs 9
1.3.1.2 Droits et taxes de douanes 9
1.3.2 Dons et legs et fonds de concours 10
1.3.3 Cotisations Sociales 10
1.3.4 Autres recettes 10
1.3.4.1 Recettes pétrolières 10
1.3.4.2 Recettes de portefeuille 10
1.3.4.3 Droits et frais administratifs 11
1.3.4.4 Vente de gaz 11
1.3.4.5 Redevance forestière 11
1.4 Exécution des dépenses budgétaires **11**
1.4.1 Dépenses du budget général 12
1.4.1.1 Charges financières de la dette 12
1.4.1.2 Dépenses de personnel 12
1.4.1.3 Dépenses de biens et services 12
1.4.1.4 Dépenses de transfert 13
1.4.1.5 Dépenses d'investissement 13
1.4.1.6 Autres dépenses 13
1.4.2 Dépenses des budgets annexes 14
1.4.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor 14
1.5 Exécution des dépenses par programme et dotation **14**
1.5.1 Dépenses par programme 14
1.5.2 Dépenses par dotation 14
1.6 Exécution des dépenses sociales **14**
1.6.1 Dépenses sociales par nature 15
1.6.2 Dépenses sociales par secteur 15
EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 MARS **17**
2.1 Solde budgétaire global **17**

2.2 Solde primaire de base 17
2.3 Solde primaire de base hors pétrole 17
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN MARS 18
3.1 Situation du financement extérieur 18
3.1.1 Tirages 18
3.1.2 Amortissement de la dette extérieure 18
3.2 Situation du financement intérieur 18
3.2.1 Apport du système bancaire 18
3.2.2 Titre publics non-résidents 18
3.2.3 Remboursement de la dette intérieure 18
3.3 Solde de financement et de trésorerie 19
Annexe 1 : Exécution des recettes du budget de l'Etat au 31 mars 2026 22
Annexe 2 : Execution des recettes des impôts et taxes au 31 mars 2026 23
Annexe 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat au 31 mars 2025 24
Annexe 4 : Execution des dépenses par programme au 31 mars 2026 25
Annexe 5 : Execution des dépenses par dotation au 31 mars 2026 28
Annexe 6 : Execution des dépenses sociales par secteur au 31 mars 2026 29
Annexe 7 : Situation des soldes du budget de l'Etat au 31 mars 2026 30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin mars 2026 (en milliards de FCFA) 7
Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin mars 2026 (en milliards de FCFA) 8
Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 9
Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 11
Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 mars 2025 (en milliards de FCFA) 8
Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 12
Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 13
Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 mars 2026 15
Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) 17

INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'État au 31 mars 2026 s'inscrit dans un environnement économique international marqué par un regain d'incertitudes lié aux tensions géopolitiques observées au Moyen-Orient depuis la fin du mois de février 2026. Cette situation a contribué à accentuer la volatilité des marchés des matières premières, à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et à modifier les perspectives de croissance économique à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, le fonds monétaire international a révisé ses projections macroéconomiques dans son édition du mois d'avril 2026, des perspectives économiques mondiales. Les projections de croissance mondiale demeurent orientées à la baisse, sous l'effet du ralentissement du commerce international, du renchérissement des coûts énergétiques et logistiques ainsi que du durcissement des conditions de financement sur les marchés internationaux. En Afrique subsaharienne comme au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), les prévisions de croissance pour l'année 2026 ont également été revues à la baisse.

Pour la République du Congo, ces évolutions constituent des facteurs de risque susceptibles d'affecter l'exécution budgétaire, notamment à travers les fluctuations des recettes pétrolières, l'évolution des prix des importations stratégiques, les conditions de financement extérieur ainsi que le rythme de l'activité économique nationale. Toutefois, l'incidence de ces facteurs demeure encore limitée sur les résultats observés au cours du premier trimestre, compte tenu du caractère progressif de leur transmission à l'économie réelle et aux finances publiques.

À fin mars 2026, l'exécution du budget de l'État fait ressortir une amélioration de la mobilisation des ressources budgétaires et une progression soutenue de l'exécution des dépenses par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les recettes budgétaires se sont établies à 431,3 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 16,9 %, contre 374,8 milliards de FCFA (14,7 %) un an auparavant. Les dépenses budgétaires ont atteint 429,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 18,5 %, contre 306,3 milliards de FCFA (13,9 %) à fin mars 2025. Il en résulte un solde budgétaire excédentaire de 2,0 milliards de FCFA.

Ces résultats traduisent une exécution budgétaire globalement maîtrisée au cours du premier trimestre de l'exercice 2026. Ils demeurent néanmoins à apprécier avec prudence au regard des risques externes persistants et des effets différés que pourraient exercer les évolutions de la conjoncture internationale sur les finances publiques au cours des prochains trimestres.

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation d'exécution du budget de l'État au 31 mars 2026. Il est articulé autour de trois chapitres. Le premier analyse les résultats de l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses. Le deuxième présente l'évolution des principaux soldes budgétaires. Le troisième examine les opérations de trésorerie et de financement réalisées au cours de la période sous revue.

EXECUTION DU BUDGET AU 31 MARS 2026

1.1 Rappel de la loi de finances 2026

Adopté par le Parlement en décembre 2025, la loi de finances pour l'année 2026 s'inscrit dans les orientations stratégiques du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT 2026-2028).

Dans son contenu, le budget de l'Etat est arrêté à la somme de 2 550,5 milliards de FCFA en recettes et 2 320,2 milliards de FCFA en dépenses. Il se dégage un excédent budgétaire prévisionnel évalué à 230,4 milliards de FCFA.

S'agissant du financement et de la trésorerie, la loi de finances prévoit les ressources et les charges respectivement à 1 240,4 milliards de FCFA et 1 470,7 milliards de FCFA. Il en ressort un déficit de financement et de trésorerie de 230,4 milliards de FCFA intégralement couvert et résorbé par l'excédent budgétaire prévisionnel.

En somme, la loi de finances 2026 se présente en grandes lignes, en milliards de FCFA, ainsi qu'il suit :

Budget général	
Recettes	2 369,6
Dépenses	2 139,3
Budgets annexes	
Recettes	9,2
Dépenses	9,2
Comptes spéciaux du trésor	
Recettes	171,7
Dépenses	171,7
Trésorerie et financement	
Ressources	1 240,4
Charges	1 470,7
Gap de financement	0,0

1.2 Réalisations budgétaires au 31 mars 2026

Au 31 mars 2026, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 431,3 milliards de FCFA (16,9%) et 429,3 milliards de FCFA (18,5%) contre 474,2 milliards de FCFA (18,6%) et 364,4 milliards de FCFA (16,6%) l'année dernière à la même période. Il se dégage un excédent budgétaire de 2,0 milliards de FCFA contre 109,8 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période.

Par ailleurs, le budget général est exécuté en recettes à 413,4 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 369,6 milliards de FCFA (17,4%), contre 458,5 milliards de FCFA (19,0%) une année auparavant, à la même période. Les dépenses se sont établies à 411,3 milliards de FCFA (19,2%) pour une prévision de 2 139,3 milliards de FCFA, contre 348,7 milliards de FCFA (16,9%) l'année passée à la même période.

Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,4 milliard de FCFA pour des prévisions de 9,2 milliards de FCFA avec un même taux de réalisation de 3,9%.

S'agissant des comptes spéciaux du trésor, ils sont exécutés en recettes et en dépenses à 17,6 milliards de FCFA (10,2%) contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%), l'année passée à la même période.

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin mars 2026 (en milliards de FCFA)

TYPES DE BUDGET	RECETTES			DEPENSES			SOLDE	
	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution
Budget général	2 369,6	413,4	17,4	2 139,3	411,3	19,2	230,4	2,0
Budgets annexes	9,2	0,4	3,9	9,2	0,4	3,9	0,0	0,0
Comptes spéciaux du trésor	171,7	17,6	10,2	171,7	17,6	10,2	0,0	0,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**2 550,5**	**431,3**	**16,9**	**2 320,2**	**429,3**	**18,5**	**230,4**	**2,0**

Source: **DGB**

1.3 Exécution des recettes budgétaires

A fin mars 2026, les recettes budgétaires réparties en grande masse, sont exécutées ainsi qu'il suit :

- recettes fiscales, prévues à 1 255,0 milliards de FCFA, sont réalisées à 250,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 19,9 %. Ces réalisations sont en baisse de 5,8% par rapport au niveau de 2025 et à la même période, qui était de 265,3 milliards de FCFA (24,7%) ;
- recettes non fiscales, prévues à 1 295,5 milliards de FCFA, sont exécutées à 181,3 milliards de FCFA, soit un taux de 14,0%. Elles sont en baisse de 27,6 milliards de FCFA (13,21%) par rapport au niveau atteint en 2025 et à la même période.

La décomposition des recettes non fiscales se présente comme suit :

- dons et legs et fonds de concours, prévus à 79,5 milliards de FCFA, sont mobilisés à 1,5 milliards de FCFA (1,8%) ;
- cotisations sociales, recouvrées à 16,9 milliards de FCFA (17,7%) contre 15,6 milliards de FCFA (17,2%) à fin mars 2025 ;

- autres recettes, prévues à 1 120,3 milliards de FCFA, sont exécutées à 162,9 milliards de FCFA, soit un taux de 14,5%. Comparées au niveau atteint au 31 mars 2025, ces recettes sont en baisse de 15,7%.

Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin mars 2026 (en milliards de FCFA)

	LFI 2026	Réal.
Recettes fiscales	1 255,0	250,0
Dons et legs et fonds de concours	79,5	1,5
Cotisations sociales	95,7	16,9
Autres recettes	1 120,3	162,9
Total	**2 550,5**	**431,3**

Source: **DGB_DEP**

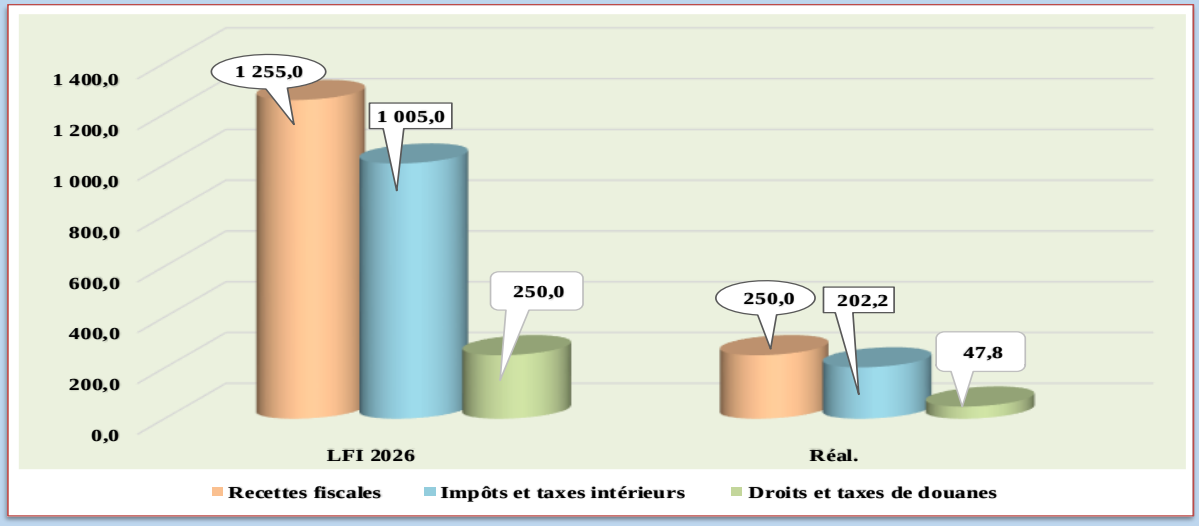
1.3.1 Recettes fiscales

Au 31 mars 2026, les recettes fiscales sont mobilisées à 250,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 19,9%. La contribution de ces deux composantes se présente de la manière suivante :

- impôts et taxes intérieurs, recouvrés à 202,2 milliards de FCFA (20,1%) contre 220,6 milliards de FCFA (24,7%) une année auparavant et à la même période ;
- droits et taxes de douanes, réalisés à 47,8 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 19,1%. Ils sont en augmentation de 3,1 milliards de FCFA (6,9%) par rapport au niveau de réalisation de 2025 à la même période.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes fiscales au 31 mars.

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.3.1.1 Impôts et taxes intérieurs

Les impôts et taxes intérieurs mobilisés sont en baisse de 18,4 milliards de FCFA (8,3%) par rapport au niveau d'exécution de 2025 à la même période.

La répartition par nature des impôts et taxes intérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- taxe sur la valeur ajoutée, recouvrée à 66,9 milliards de FCFA contre 68,7 milliards de FCFA en 2024 ;

- impôts sur le revenu des personnes physiques, mobilisés à 48,2 milliards de FCFA contre 49,0 milliards de FCFA à fin décembre 2024 ;

- impôts sur les sociétés, perçus à 60,7 milliards de FCFA contre 64,9 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période ;

- droits d'accises, recouvrés à 9,3 milliards de FCFA contre 6,4 milliards de FCFA au 31 décembre de l'année passée ;

- droits d'enregistrement et de timbre mobilisés à 4,6 milliards de FCFA contre 5,8 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe sur les transferts des fonds, mobilisée à 4,1 milliards de FCFA contre 3,9 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe unique sur les salaires, mobilisée à 1,9 milliards de FCFA contre 3,1 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

1.3.1.2 Droits et taxes de douanes

Pour une prévision de 250,0 milliards de FCFA, les recettes de droits de douane sont réalisées à 47,8 milliards de FCFA à fin mars 2026 (19,1%) contre 44,7 milliards de FCFA (24,7%) une année auparavant et à la même période.

Par ailleurs, les exonérations accordées par l'Etat sont en baisse de 31,7 milliards de FCFA (16,2%) par rapport au niveau de réalisation de 2025 et à la même période.

Le tableau ci-après illustre l'état des exonérations au 31 mars 2026.

Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)

				Total au 31 Mars		(%)
	Janvier	Février	Mars	2 026	2 025	Variation
Exonérations dues au secteur pétrolier	**33,5**	**28,3**	**41,3**	**103,0**	**99,1**	**4,0**
Exonérations réglementaires	**15,4**	**22,7**	**16,8**	**54,9**	**95,6**	**-42,6**
Exonérations réglementaires douanières	*9,0*	*10,8*	*11,1*	*30,9*	*78,9*	**-60,8**
Contribution de l'Etat à l'investissement	*6,4*	*11,9*	*5,7*	*24,0*	*16,8*	43,1
Exonérations exceptionnelles	**0,8**	**4,2**	**0,8**	**5,9**	**0,8**	**616,2**
Total	**49,7**	**55,2**	**58,9**	**163,8**	**195,5**	**-16,2**

Source : **DGB_DGDDI**

1.3.2 Dons et legs et fonds de concours

Pour une enveloppe prévisionnelle de 79,5 milliards de FCFA, les dons et legs et fonds de concours sont mobilisés à 1,5 milliards de FCFA (1,8%).

1.3.3 Cotisations Sociales

Prévues à 95,7 milliards de FCFA, les cotisations sociales sont recouvrées à 16,9 milliards de FCFA (17,7%) contre 15,6 milliards de FCFA (17,2%) l'année passée et à la même période. Ces cotisations se répartissent ainsi qu'il suit :

- part patronale au profit de la CRF, recouvrée à hauteur de 10,5 milliards de FCFA ;
- part patronale au profit de la CNSS, recouvrée à 1,0 milliard de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CRF, recouvrée à 5,2 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CNSS, recouvrée à hauteur de 0,1 milliard de FCFA.

1.3.4 Autres recettes

Les autres recettes, prévues à 1 120,3 milliards de FCFA, sont recouvrées à 162,9 milliards de FCFA (14,5%) au 31 mars 2026 contre 193,3 milliards de FCFA (14,7%) l'année passée, à la même période. La réalisation de ces recettes est tirée essentiellement par les recettes pétrolières à 145,3 milliards de FCFA (15,1%).

La réalisation des autres recettes par différentes rubriques se présente ainsi qu'il suit :

1.3.4.1 Recettes pétrolières

Pour une prévision de 963,0 milliards de FCFA, ces recettes sont réalisées à 145,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,1%. Ces réalisations sont en diminution de 39,1 milliards de FCFA (21,2%) comparées au niveau de fin mars 2025 (184,4 milliards de FCFA).

Les recettes pétrolières sont structurées de la manière suivante :

- produits de vente de cargaisons comprenant les ventes des droits à huile de l'Etat, prévus à 834,6 milliards de FCFA, sont exécutés à 81,0 milliards de FCFA contre 143,7 milliards de FCFA à fin mars 2025;
- produits de commercialisation (PID, redevance d'autoconsommation…), recouvrés à 31,4 milliards de FCFA contre 19,1 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- transferts pétroliers ou déduction directe sur les droits à huiles de l'Etat par les tiers, réalisés à 32,6 milliards de FCFA contre 20,6 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- bonus pétrolier prévu à 44,0 milliards de FCFA, n'a pas connu de mobilisation, contre 1,1 milliard de FCFA à fin mars 2025.

1.3.4.2 Redevance superficiaire

Pour une prévision de 3,0 milliards de FCFA, la redevance superficiaire est recouvrée à 1,5 milliard de FCFA contre 0,1 milliard de FCFA à fin mars 2025.

1.3.4.3 Droits et frais administratifs

Pour une prévision de 24,1 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs sont recouvrés à 3,2 milliards de FCFA, soit 13,2% des prévisions de l'année. Ces recettes sont en hausse de 1,9 milliard de FCFA (146,1%) par rapport à 2025 et à la même période.

1.3.4.4 Vente de gaz

Elle est réalisée à 3,6 milliards de FCFA pour une prévision de 81,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 4,5%, contre 0,2 milliard de FCFA (0,9%) au 31 mars 2025.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations des autres recettes à fin mars 2026.

Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)

	LFI 2026	Réal.	%Réal
Autres recettes	**1 120,3**	**162,9**	**14,5**
Recettes pétrolières	963,0	145,3	15,1
Redevance forestière	14,1	4,4	31,0
Redevance minière	1,0	0,1	9,3
Intérêts des prêts	0,0	0,0	
Dividendes	32,2	0,0	0,0
Redevance du domaine de télecommunication	0,0	3,5	
Redevance superficiaire	3,0	1,5	
Redevance sur les transactions électronique	0,0	1,1	
Autres recettes non fiscales	0,0	0,2	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	24,1	3,2	13,2
Vente de gaz	81,0	3,6	4,5

Source: **DGB_DEP**

1.4 Exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 429,3 milliards de FCFA à fin mars 2026, pour des prévisions de 2 320,2 milliards de FCFA (18,5%), contre 364,4 milliards de FCFA (16,6%) en 2025 et à la même période. Ce niveau de réalisation est tiré principalement par les dépenses de personnel avec un niveau d'exécution de 108,8 milliards de FCFA (25,0%).

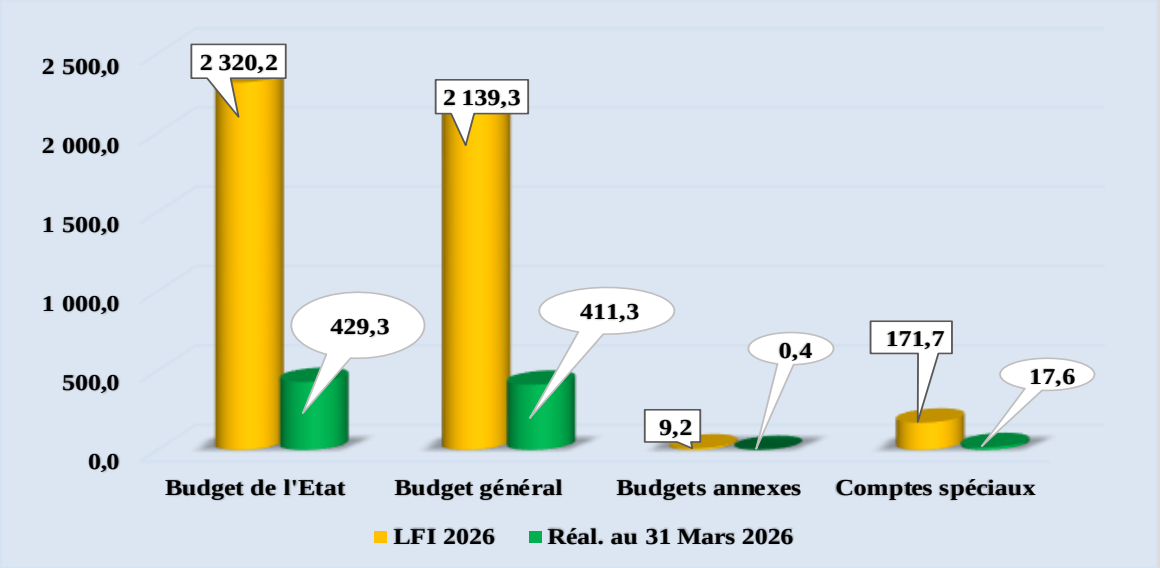
Au titre du budget général, prévues à 2 139,3 milliards de FCFA, les dépenses sont ressorties à 411,3 milliards de FCFA (19,2%) contre 348,7 milliards de FCFA (16,9%) à fin mars 2025, soit une augmentation de 17,9%.

Les dépenses des budgets annexes sont exécutées à 0,4 milliard de FCFA (3,9%), contre 0,0 milliard de FCFA (0,4%) à fin mars 2025.

Les comptes spéciaux sont réalisés à 17,6 milliards de FCFA (10,2%) contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%) en 2025 et à la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses de l'Etat à fin mars 2026.

Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.4.1 Dépenses du budget général

Prévues à 2 139,3 milliards de FCFA, les dépenses du budget général sont exécutées à 411,3 milliards de FCFA, soit 19,2% des prévisions. Ces dépenses sont en hausse de 62,6 milliards de FCFA (17,9%) comparées au niveau des dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui était de 348,7 milliards de FCFA (16,9%).

Par grandes rubriques économiques, l'exécution des dépenses du budget général se présentent de la manière suivante :

1.4.1.1 Charges financières de la dette

Prévues à 193,1 milliards de FCFA, les charges financières de la dette sont exécutées à 81,5 milliards de FCFA à fin mars 2026, soit 42,2% des prévisions de l'année. Le niveau d'exécution de ces dépenses est en hausse de 12,2 milliards de FCFA (17,6%) comparé à celui atteint une année auparavant à la même période, soit 69,3 milliards de FCFA (20,9%).

Ces charges sont payées à 58,1 milliards de FCFA contre 49,6 milliards de FCFA en mars 2025 pour la dette intérieure et à 23,4 milliards de FCFA contre 19,8 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

1.4.1.2 Dépenses de personnel

Au 31 mars 2026, les dépenses de personnel sont exécutées à 108,8 milliards de FCFA pour un objectif annuel de 435,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 25,0%. Ce niveau d'exécution est en hausse de 8,5 milliards de FCFA (8,5%) comparé à celui atteint en 2025 à la même période, qui était de 100,3 milliards de FCFA (23,3%).

1.4.1.3 Dépenses de biens et services

Pour une prévision de 238,4 milliards de FCFA, les biens et services sont exécutées à 42,4 milliards de FCFA (17,8%) à fin mars 2026, contre 66,2 milliards de FCFA (31,5%) à la même période en 2025.

1.4.1.4 Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert sont exécutées à 88,3 milliards de FCFA, soit 14,1% des prévisions de l'année. Elles sont en diminution de 3,2 milliards de FCFA (3,5%) par rapport à leur niveau de fin mars 2025 qui était de 91,5 milliards de FCFA (15,5%).

1.4.1.5 Dépenses d'investissement

Prévues à 563,7 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement sont exécutées à 71,4 milliards de FCFA, soit 12,7% de l'objectif annuel. Elles n'ont pas été exécutées au premier trimestre 2025.

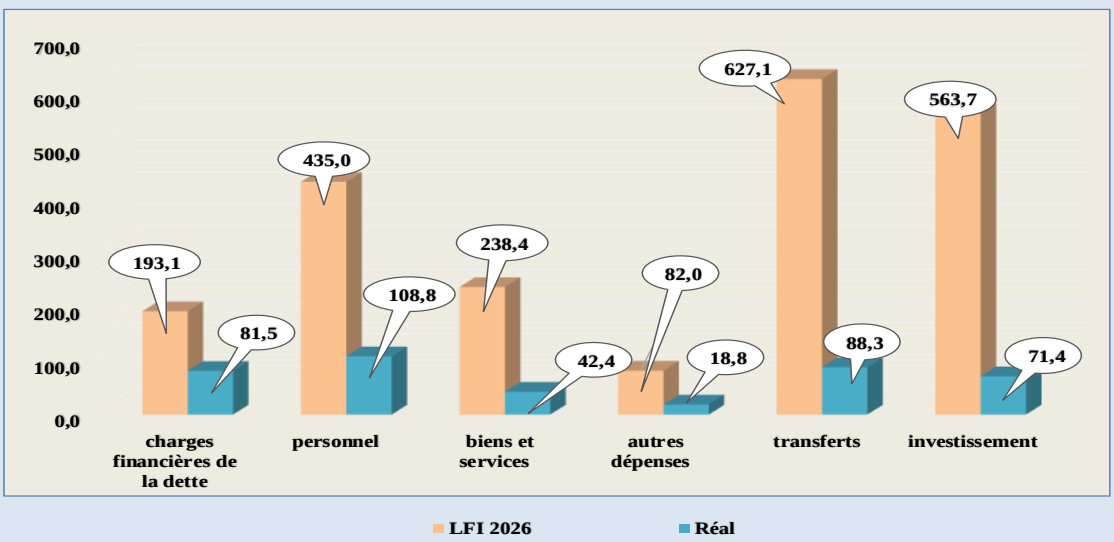
Ces dépenses sont financées à 36,3 milliards de FCFA (11,7%) sur ressources propres et 35,1 milliards de FCFA (13,9%) sur ressources extérieures.

1.4.1.6 Autres dépenses

Pour une prévision de 82,0 milliards de FCFA, les autres dépenses (charges communes) sont mandatées à 18,8 milliards de FCFA (22,9%). Elles sont en baisse de 2,6 milliards de FCFA (12,1%) par rapport au niveau de 2025 à la même période, qui était à 21,4 milliards de FCFA (26,4%).

Le graphique ci-dessous présente l'exécution par nature de dépenses à fin mars 2026.

Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.4.2 Dépenses des budgets annexes

Prévues à 9,2 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes sont mandatées à 0,4 milliard de FCFA (3,9%), contre 0,0 milliard de FCFA (0,4%) en 2025 et à la même période.

1.4.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor

Au premier trimestre, les dépenses des comptes spéciaux du trésor sont exécutées à 17,6 milliards de FCFA pour une prévision de 171,7 milliards de FCFA (10,2%), contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%) exécutées une année auparavant et à la même période.

1.5 Exécution des dépenses par programme et dotation

Le budget général pour 2026 s'élève à 2 139,3 milliards de FCFA, reparti en cent trente-neuf (139) programmes budgétaires concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au sein des ministères et vingt et une (22) dotations au profit des institutions et ministères. Ces programmes et dotations sont rattachés aux trente-huit (38) ministères et vingt-une (21) institutions.

1.5.1 Dépenses par programme

Au 31 mars 2026, les programmes budgétaires affichent une exécution de 339,0 milliards de FCFA représentant 16,9% des prévisions annuelles de 2 005,0 milliards de FCFA.

1.5.2 Dépenses par dotation

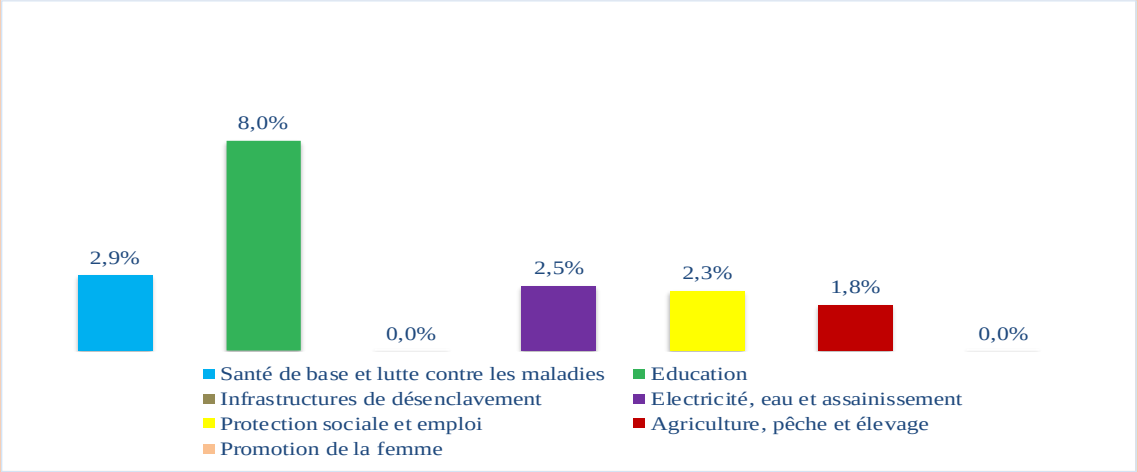
Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les institutions et la couverture des dépenses accidentelles, s'établissent à 37,0 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 134,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 27,5%.

1.6 Exécution des dépenses sociales

La situation des dépenses sociales au 31 mars 2026 présente un niveau d'exécution de 25,8 milliards de FCFA, pour une enveloppe annuelle de 652,2 milliards de FCFA (4,0%) contre 55,7 milliards de FCFA (9,7%) à la même période de l'année précédente. Ce taux d'exécution est influencé par le secteur de l'éducation (8,0%) suivi du secteur de la santé de base et lutte contre les maladies et (2,9%) et de l'électricité, eau et assainissement (2,5%).

Le graphique ci-dessous donne une vue globale de l'exécution des dépenses sociales à fin mars 2026.

Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 mars 2026



Source: **DGB**

1.6.1 Dépenses sociales par nature

L'exécution des dépenses sociales par nature à fin mars se présente comme suit :

- ✓ les dépenses de biens et services, pour une prévision de 11,9 milliards de FCFA, ont connu un niveau d'exécution de 0,3 milliard de FCFA (2,4%), contre 2,1 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- ✓ les dépenses de transfert sont exécutées à 25,5 milliards de FCFA (7,7%) contre 53,6 milliards de FCFA une année auparavant ;
- ✓ les dépenses d'investissement n'ont pas connu d'exécution comme l'année dernière à la même période.

1.6.2 Dépenses sociales par secteur

Au 31 mars 2026, le taux d'exécution des dépenses sociales est dominé par celui du secteur de l'éducation.

L'exécution de ces dépenses se résume de la manière suivante :

- ***Santé de base et lutte contre les maladies***

Prévues pour un montant global de 187,1 milliards de FCFA, les dépenses liées à ce secteur sont exécutées à 5,4 milliards de FCFA (2,9%) contre 23,9 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Ce taux est en baisse, tiré par le programme de lutte contre les maladies non transmissibles (28,2%).

- ***Education***

Pour une enveloppe globale de 196,2 milliards de FCFA, l'exécution au 31 mars de ce secteur est de 15,7 milliards de FCFA, soit un taux de 8,0%. Ce taux est en régression de 4,9% par rapport à l'année dernière et à la même période. Il est tiré par le programme renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche (15,3%).

- ***Infrastructures de désenclavement***

Prévues à 63,7 milliards de FCFA en 2026, les dépenses de ce secteur n'ont pas connu d'exécution comme l'année dernière, à la même période.

- ***Electricité, eau et assainissement***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 2,8 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 111,3 milliards de FCFA (2,5%) contre 4,5 milliards de FCFA (5,3%) en mars 2025. Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme assainissement des villes (5,0%).

- ***Protection sociale et emploi***

Au 31 mars 2026 les dépenses de ce secteur sont exécutées à 1,4 milliard de FCFA pour une prévision de 61,9 milliards de FCFA (2,3%) contre 3,9 milliards de FCFA (6,4%) au 31 mars 2025.elles sont tirées par la prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue.

- ***Agriculture, pêche et élevage***

Pour une prévision de 25,5 milliards de FCFA, les dépenses de ce secteur sont exécutées à 0,4 milliard de FCFA (1,8%) contre 1,0 milliards de FCFA (4,4%) à la même période en 2025, particulièrement en lien avec le programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles (12,7%).

- ***Promotion de la femme***

Pour une enveloppe prévisionnelle de 6,4 milliards de FCFA, ces dépenses à fin mars, n'ont pas connu d'exécution, contre 1,4 milliard FCFA (22,0%) l'année dernière à la même période.

EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 MARS

La situation détaillée de chaque solde au 31 mars est décrite comme suit :

2.1 Solde budgétaire global

Au 31 mars 2026, le solde budgétaire global dons inclus est ressorti excédentaire à 2,0 milliards de FCFA, pour une prévision de 230,4 milliards de FCFA. Comparé au niveau atteint au 31 mars 2025 (109,8 milliards de FCFA), ce solde a significativement baissé.

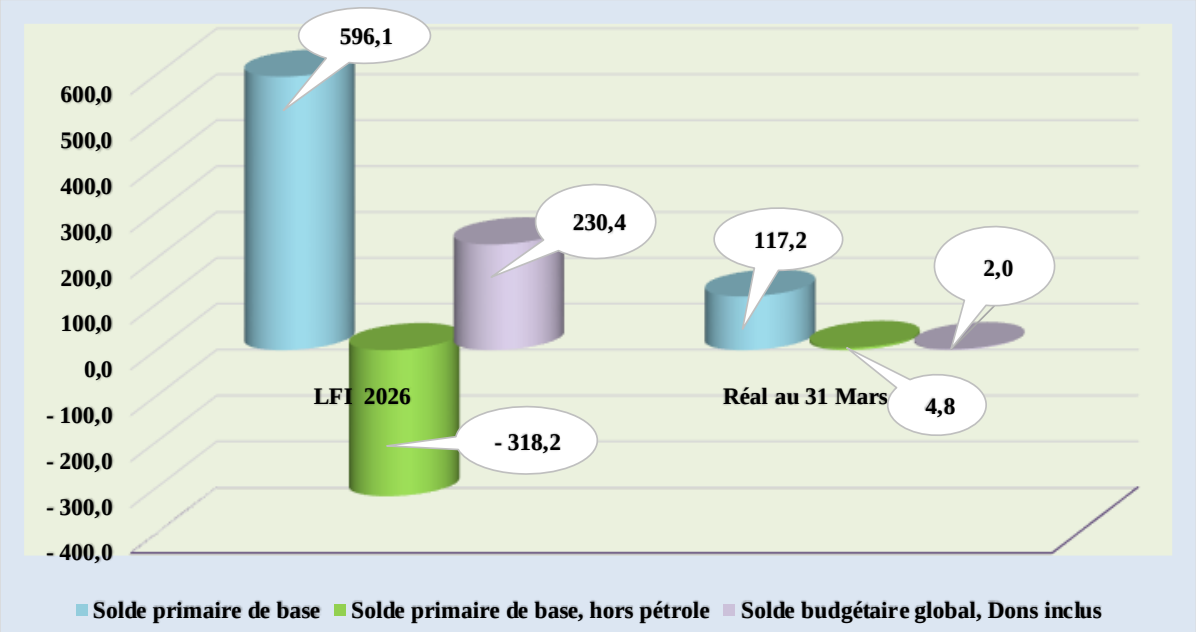
2.2 Solde primaire de base

Pour une prévision de 596,1 milliards de FCFA, le solde primaire de base s'est établi à 117,2 milliards de FCFA à fin mars 2026, contre 179,2 milliards de FCFA à fin mars 2025, soit une dégradation de 34,5%.

2.3 Solde primaire de base hors pétrole

Projeté à – 318,2 milliards de FCFA, le solde primaire de base hors pétrole est ressorti à 4,8 milliards de FCFA à fin mars 2026, contre – 15,3 milliards de FCFA en 2025 et à la même période.

Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN MARS

Au 31 mars 2026, la situation détaillée des principaux postes des opérations de trésorerie et de financement se présente comme suit :

3.1 Situation du financement extérieur

La situation du financement extérieur net se chiffre à 119,9 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 115,6 milliards de FCFA, contre -110,9 milliards de FCFA l'année passée et à la même période. Cette situation est tirée respectivement par les autres prêts extérieurs (Euro bond) à 387,3 milliards de FCFA, les prêts-projets 33,7 milliards de FCFA et le paiement net de la dette à 301,1 milliards de FCFA.

3.1.1 Tirages

Prévus à 411,2 milliards de FCFA, les tirages effectués s'élèvent à 421,0 milliards de FCFA (102,4%) essentiellement constitués des autres prêts extérieurs (Euro bond).

3.1.2 Amortissement de la dette extérieure

Pour une prévision annuelle de -295,6 milliards de FCFA, la dette extérieure est amortie à fin mars 2026 à hauteur de 301,1 milliards de FCFA (101,8%), contre 110,9 milliards de FCFA l'année passée à la même période.

3.2 Situation du financement intérieur

A fin mars 2026, la situation du financement intérieur est ressortie positive à 36,2 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de -346,0 milliards de FCFA, contre – 73,8 milliards de FCFA l'année dernière, à la même période. Cette situation est consécutive au niveau élevé des tirages effectués comparativement aux remboursements effectués.

3.2.1 Apport du système bancaire

A fin mars 2026, la position nette du gouvernement est débitrice du système bancaire de 121,9 milliards de FCFA, contre 14,7 milliards de FCFA à fin mars 2025. Cette situation est consécutive à la mobilisation nette de 97,1 milliards de FCFA auprès de la BEAC et 24,8 milliards de FCFA aux banques commerciales.

3.2.2 Titre publics non-résidents

Au 31 mars, le volume des titres publics (Trésor) levé sur le marché notamment auprès des souscripteurs non-résidents s'est élevé à 213,6 milliards de FCFA, contre 117,5 milliards de

FCFA l'année dernière. Les remboursements des titres publics aux non-résidents sont effectués à hauteur de 234,7 milliards de FCFA, contre 150,3 milliards de FCFA l'année dernière.

3.2.3 Remboursement de la dette intérieure

Pour une prévision annuelle de -322,7 milliards de FCFA, les paiements au titre de la dette intérieure sont effectués à hauteur de 27,0 milliards de FCFA (8,4%) contre 17,9 milliards de FCFA en 2025 et à la même période, dont 16,1 milliards de FCFA au titre des arriérés sociaux et 10,8 milliards de FCFA au titre des arriérés commerciaux.

3.3 Solde de financement et de trésorerie

Au 31 mars, la situation de financement et de trésorerie affiche un excédent de financement de 40,5 milliards de FCFA contre un gap de 41,0 milliards de FCFA enregistré l'année passée et à la même période. Cet excédent de financement et de trésorerie résulte du niveau élevé des ressources de financement mobilisée.

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des opérations de financement et de trésorerie.

Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)

	Prév	Réal. fin Mars	% Réal
IV,- FINANCEMENT	**-230,4**	**156,1**	**-67,8%**
IV.1- EXTERIEUR NET	**115,6**	**119,9**	**103,7%**
Tirages	**411,2**	**421,0**	**102,4%**
Prêts projets (ressources extérieures affectées)	172,6	33,7	19,5%
Appuis budgétaires	0,0	0,0	
Autres prêts extérieurs	238,6	387,3	
Amortissements nets	**-295,6**	**-301,1**	**101,8%**
Amortissement dû	-295,6	-310,3	105,0%
Variations d'arriérés extérieurs	0,0	9,2	
Accumulation d'arriérés extérieurs principal	0,0	12,7	
Réduction d'arriérés extérieurs antérieurs	0,0	-3,5	
Réechelonnements attendus	0,0	0,0	
Annulation	0,0	0,0	
Exim Bank	**0,0**	**0,0**	
IV.2- INTERIEUR NET	**-346,0**	**36,2**	**-10,5%**
Système bancaire	**-123,2**	**121,9**	**-99,0%**
Système bancaire intérieur (net)	**-123,2**	**121,9**	**-99,0%**
BEAC	**-14,6**	**97,1**	**-663,1%**
Contrepartie FMI	0,0	2,6	
FRPC-FEC	0,0	0,7	
Tirages DTS	0,0	1,8	
Autres	-14,6	94,5	-645,5%
Banques commerciales	**-108,5**	**24,8**	**-22,9%**
Non bancaire	**-222,9**	**-85,7**	38,5%
Titres publics non résidents	0,0	-21,0	
Souscriptions	0,0	213,6	
Remboursements	0,0	-234,7	
Emission emprunts obligataires	137,6	0,0	
Remboursement des emprunts obligataires	-37,7	-37,7	
Remboursement dette intérieure	-322,7	-27,0	8,4%
Arriérés sociaux	-109,7	-16,1	14,7%
Retraite	-89,7	-16,1	18,0%
Autres arriérés	-20,0	0,0	0,0%
Arriérés commerciaux	-180,5	-10,8	6,0%
Situation du 4 Mars	-32,5	0,0	
ECART DE FINANCEMENT GLOBAL	**0,0**	**40,5**	

Source: **CCA_DEP**

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2026

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS LFI 2026	EXECUTION AU 31 MARS 2026	(%) REAL/PREVLFI
I.1- Recettes budgétaires	**2 550,5**	**431,3**	**16,9**
Recettes fiscales	**1 255,0**	**250,0**	**19,9**
Impôts et taxes intérieurs	1 005,0	202,2	20,1
Droits et taxes de douanes	250,0	47,8	19,1
Dons et legs et fonds de concours	**79,5**	**1,5**	1,8
Dons ordinaires et legs	79,5	1,5	1,8
Autres recettes	**1 120,3**	**162,9**	**14,5**
Redevance forestière	14,1	4,4	31,0
Redevance minière	1,0	0,1	9,3
Recettes de portefeuille	32,2	0,0	0,0
Intérêts de placement	0,0	0,0	
Dividendes	32,2	0,0	0,0
Redevance superficiaire	3,0	1,5	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	24,1	3,2	13,2
Vente de gaz	81,0	3,6	4,5
Recettes pétrolières	963,0	145,3	15,1
Produits de vente des cargaisons	834,6	81,0	9,7
Transferts pétroliers	47,0	32,6	
Produits de commercialisation	34,7	31,4	
Bonus pétrolier	44,0	0,0	0,0
Recettes contributions au fonds de prévisions d	0,0	0,3	
Zone d'unitization	1,0	0,0	
Cotisations sociales	**95,7**	**16,9**	**17,7**
Au profit de la CRF	66,4	15,7	23,7
Part patronale	44,2	10,5	23,7
Part ouvrière	22,1	5,2	23,7
Au profit de la CNSS	4,3	1,2	27,5
Part patronale	3,8	1,0	27,5
Part ouvrière	0,5	0,1	27,1
Au profit de la CAMU	25,1	0,0	0,0
Part patronale	16,6	0,0	0,0
Part ouvrière	8,4	0,0	0,0

Source : DGB

ANNEXE 2 : EXECUTION DES RECETTES DES IMPOTS ET TAXES AU 31 MARS 2026

NATURE D'IMPÔTS	TOTAL
Impots directs	***112 005 349 565***
Impots sur le revenu des personnes physiques	***48 197 794 409***
Acomptes Traitements et salaires	*38 216 140 998*
Acomptes Bénéfices industriels, commerciaux et artisanaux	*82 700 144*
Acomptes Bénéfices non commerciaux	*938 748 284*
Acompte RCM (IRVM des particuliers)	*3 429 269 095*
Autres impôts sur les revenus	*5 530 935 888*
Impôts sur les Sociétés	***60 660 998 655***
Acompte impot sur le bénéfice des sociétés	*5 928 692 674*
Minimum de perception/IS	*10 199 293 700*
Impôt forfaitaire sur les sociétés	*24 894 479 272*
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	*590 158 932*
Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières	*5 354 085 883*
Autres impôts sur les sociétés	*13 694 288 194*
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	***1 923 069 797***
Taxe unique sur les salaires	*1 923 069 797*
Impôts sur le patrimoine	***160 266 915***
Immatriculation	*25 113 700*
Inscription	*42 780 561*
Transcriptions	*68 795 915*
Radiation	*23 069 239*
Autres mutations et conventions	*507 500*
Autres impôts directs	***1 063 219 789***
Impots global forfaitaire	*700 852 269*
CAMU	*362 367 520*
Impôts indirects	***90 197 155 945***
Impots et taxes intérieurs sur les biens et services	***85 616 890 580***
TVA nette	***66 893 240 622***
TVA intérieure	*33 484 188 418*
TVA douane	*24 532 623 794*
TVA PED	*8 876 428 410*
Droits d'Accises	*9 317 821 723*
Taxe sur les transferts des fonds	*4 170 380 026*
Taxe sur le trafic des communications électroniques	*1 912 379 659*
Taxe spécifique sur les jeux de hasard et d'argent	*287 556 416*
Taxe sur abonnements et réabonnements télévisuelle	*578 837 878*
Taxe sur les contrats d'assurance	*2 143 108 804*
Taxe sur les billets d'avions V.I.	*156 804 000*
Redevance audiovisuelle et d'électrification rurale	*156 761 452*
Droits d'enregistrement et de timbre	***4 580 265 365***
Droits d'enregistrement	*4 142 644 059*
Droit de timbre sur titres de transports aérien	*177 515 100*
Droit de Timbres sur les véhicules automobiles	*133 821 956*
Timbre électronique fiscal	*126 284 250*
TOTAL IMPÔTS ET TAXES INTERIEURS	***202 202 505 510***

Source : DEP/DGID

ANNEXE 3 : EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2025

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS LFI 2026	EXECUTION AU 31 MARS 2026	(%) REAL/PREVLFI
I.2- Dépenses budgétaires	**2 320,2**	**429,3**	**18,5**
I.2.1- Dépenses courantes	**1 575,6**	**339,9**	**21,6**
Personnel	435,0	108,8	25,0
Autres dépenses courantes	***1 140,6***	***231,1***	**20,3**
dont dépenses sociales	*344,0*	*25,8*	**7,5**
Biens et services	238,4	42,4	17,8
dont dépenses sociales	11,9	0,3	2,4
Autres dépenses	82,0	18,8	22,9
Transferts	627,1	88,3	14,1
Transfert traditionnels	504,9	36,2	7,2
dont transfert sociaux	332,1	*25,5*	7,7
Transfert secteur pétrolier	47,0	32,6	69,5
Taxe maritime	*1,4*	0,0	
Yanga-Sendji	*6,0*	1,5	
Fonctionnement CEC	*39,1*	31,0	79,2
Transfert CORAF	*0,0*	0,0	
Autres transferts	*0,5*	0,2	
Contribution transp.en commun	*0,0*	0,0	
Elections	*30,0*	12,5	
Collectivités locales	*30,0*	7,0	23,2
Contribution à la stab. des px des pro	45,2	0,0	
Charges financières de la dette	193,1	81,5	42,2
Intérêts dette intérieure	116,7	58,1	49,8
Intérêts dette extérieure	76,4	23,4	30,6
I.2.2- Investissement	**563,7**	**71,4**	**12,7**
sur ressources internes	*311,5*	36,3	11,7
dont dépenses sociales	*148,0*	0,0	
sur ressources externes	*252,2*	35,1	13,9
dont dépenses sociales	*160,2*	0,0	
I.2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor	**180,9**	**17,9**	**9,9**
Budgets annexes	*9,2*	*0,4*	3,9
Comptes spéciaux	*171,7*	*17,6*	*10,2*

Source : DGB

ANNEXE 4 : EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME AU 31 MARS 2026
(Hors dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures)

(Base ordonnancement)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2026 CP	EXECUTION AU 31 MARS 2026	% d'exéc
Code 21	**Primature**	**21 970 847 994**	**1 801 556 241**	**8,2**
001	Pilotage de la politique de la Primature	8 883 776 760	24 032 000	0,3
002	Stratégie Gouvernementale	8 323 481 369	1 690 744 011	20,3
003	Interventions spécifiques	4 763 589 865	86 780 230	1,8
Code 22	**Défense nationale**	**121 257 294 540**	**30 407 679 923**	**25,1**
023	Pilotage de la politique du ministère	69 301 558 632	22 597 307 040	32,6
024	Défense du territoire et consolidation de la paix	37 453 952 191	7 705 915 062	20,6
025	Equipement et infrastructures militaires	9 996 245 234	96 457 822	1,0
026	Stratégie, recherche et justice militaire	4 505 538 483	8 000 000	0,2
Code 23	**Intérieur et décentralisation**	**181 546 346 898**	**33 276 204 096**	**18,3**
027	Pilotage de la politique du ministère	83 574 730 928	14 093 356 306	16,9
028	Administration du territoire	9 646 830 401	1 054 444 202	10,9
029	Décentralisation	50 520 387 928	7 385 972 345	14,6
030	Ordre public et sûreté nationale	23 129 697 859	6 078 953 953	26,3
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	2 932 715 825	293 803 124	10,0
032	Gendarmerie nationale	11 741 983 957	4 369 674 166	37,2
Code 24	**Justice, des droits humains et promotion des peuples autochtones**	**39 942 705 123**	**8 421 021 553**	**21,1**
063	Pilotage de la politique du ministère	8 111 971 160	87 629 597	1,1
064	Justice judiciaire	20 556 959 723	7 282 487 586	35,4
065	Administration pénitentiaire	8 498 221 245	749 025 931	8,8
066	Droits humains	1 373 983 325	52 625 439	3,8
067	Promotion des peuples autochtones	1 401 569 670	249 253 000	17,8
Code 26	**Communication et médias, porte-parole du Gouvernement**	**26 011 237 436**	**2 530 775 463**	**9,7**
054	Pilotage de la politique du ministère	6 054 344 818	904 181 247	14,9
055	Audiovisuel national	16 857 152 569	1 396 386 295	8,3
056	Presse écrite et communication institutionnelle	3 099 740 049	230 207 920	7,4
Code 27	**Affaires foncières et domaine public chargé des relations avec le Parlement**	**9 506 481 256**	**943 486 798**	**9,9**
015	Pilotage de la politique du ministère	1 862 669 819	185 831 977	10,0
016	Accès au foncier	4 293 085 877	753 198 472	17,5
017	Domaine de l'Etat	3 350 725 560	4 456 349	0,1
Code 30	**Construction, urbanisme et Habitat**	**12 132 680 192**	**470 607 279**	**3,9**
074	Pilotage de la politique du ministère	3 050 267 102	119 689 561	3,9
075	Maîtrise d'ouvrage déléguée et construction	3 508 946 090	341 649 079	9,7
076	Urbanisme et habitat	5 573 467 000	9 268 638	0,2
Code 32	**Affaires sociales, solidarité et action humanitaire**	**38 322 517 987**	**1 910 028 365**	**5,0**
127	Pilotage de la politique du ministère	20 090 026 938	305 685 374	1,5
128	Action sociale	17 449 806 284	1 591 548 586	9,1
129	Action humanitaire	782 684 765	12 794 405	1,6
Code 37	**Commerce, approvisionnements et consommation**	**6 359 793 857**	**985 015 996**	**15,5**
008	Pilotage de la politique du ministère	2 764 526 159	233 886 303	8,5
009	Commerce intérieur et approvisionnement du marché	1 810 898 043	437 029 915	24,1
010	Commerce extérieur	400 969 942	109 307 660	27,3
011	Régulation du marché et contrôle qualité	1 383 399 713	204 792 118	14,8
Code 38	**Petites et moyennes entreprises, artisanat**	**8 363 124 207**	**742 714 763**	**8,9**
102	Pilotage de la politique du ministère	3 241 951 584	142 500 000	4,4
103	Développement des petites et moyennes entreprises	2 909 374 054	403 972 078	13,9
104	Développement de l'artisanat	2 211 798 569	196 242 685	8,9
Code 41	**Energie et Hydraulique**	**64 665 232 532**	**445 663 510**	**0,7**
090	Pilotage de la politique du ministère	3 591 958 989	7 381 242	0,2
091	Approvisionnement énergétique	28 471 403 457	284 716 575	1,0
141	Approvisionnement en eau	32 601 870 086	153 565 693	0,5
Code 42	**Hydrocarbures**	**55 069 393 756**	**32 685 221 264**	**59,4**
049	Pilotage de la politique du ministère	53 215 131 777	32 503 441 530	61,1
050	Gestion de l'amont pétrolier	251 110 853	162 835 713	64,8
051	Gestion de l'aval pétrolier	1 049 348 057	16 121 957	1,5
052	Valorisation du gaz naturel	233 600 989	0	0,0
053	Economie, trading et audits pétroliers	320 202 080	2 822 064	0,9

Source : DGB

		(Base ordonnancement)		
CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2026 CP	EXECUTION AU 31 MARS 2026	% d'exéc
Code 44	**Transports, aviation civile et marine marchande**	**26 099 385 384**	**877 799 731**	**3,4**
060	Pilotage de la politique du ministère	3 090 598 355	319 941 423	10,4
061	Transports terrestre et aérien	20 242 823 267	518 258 308	2,6
062	Transport maritime	2 765 963 762	39 600 000	1,4
Code 45	**Postes, télécommunications et économie numérique**	**31 205 538 063**	**454 157 528**	**1,5**
117	Pilotage de la politique du ministère	1 065 948 780	181 201 704	17,0
118	Poste, télécommunication et économie numérique	30 139 589 283	272 955 823	0,9
Code 46	**Agriculture, élevage et pêche**	**34 149 937 934**	**2 461 962 510**	**7,2**
040	Pilotage de la politique du ministère	6 380 030 006	245 258 885	3,8
041	Production végétale	22 505 444 871	1 768 018 252	7,9
042	Production animale	2 879 642 307	54 303 468	1,9
043	Pêche et aquaculture durable	2 384 820 750	394 381 905	16,5
Code 47	**Economie forestière**	**21 552 344 451**	**1 147 181 236**	**5,3**
081	Pilotage de la politique du ministère	2 294 819 519	50 497 696	2,2
082	Economie Forestière	19 257 524 932	1 096 683 539	5,7
Code 51	**Enseignement supérieur**	**123 455 787 411**	**540 555 037**	**0,4**
105	Pilotage de la politique du ministère	4 191 843 353	214 194 553	5,1
106	Développement de l'enseignent supérieur	96 203 063 480	1 607 130	0,0
107	Vie de l'étudiant	23 060 880 578	324 753 353	1,4
Code 54	**Recherche scientifique et innovation technologique**	**7 953 226 131**	**207 442 064**	**2,6**
142	Pilotage de la politique du ministère	1 995 631 980	131 189 641	6,6
108	Recherche scientifique	4 754 241 275	30 341 589	0,6
109	Innovation technologique	1 203 352 876	45 910 834	3,8
Code 56	**Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle**	**8 478 984 776**	**353 424 837**	**4,2**
119	Pilotage de la politique du ministère	3 056 186 841	101 292 208	3,3
120	Promotion de la femme congolaise	2 227 314 224	217 873 549	9,8
121	Intégration de la femme au développement économique	1 968 216 252	10 259 080	0,5
122	Economie informelle	1 227 267 459	24 000 000	2,0
Code 57	**Fonction publique, travail et sécurité sociale**	**36 902 997 904**	**7 557 037 658**	**20,5**
004	Pilotage de la politique du ministère	11 641 594 782	1 024 606 865	8,8
005	Gestion des ressources humaines de l'Etat	18 807 882 567	5 599 544 500	29,8
006	Conditions de travail	3 195 532 420	878 097 619	27,5
007	Protection sociale	3 257 988 135	54 788 673	1,7
Code 58	**Santé et population**	**228 967 180 587**	**10 253 084 393**	**4,5**
083	Pilotage de la politique du ministère	48 934 411 158	377 202 300	0,8
084	Offre des soins	57 397 315 624	86 580 546	0,2
085	Accès aux soins	109 412 523 372	9 338 906 838	8,5
086	Population-santé	13 222 930 433	450 394 708	3,4
Code 63	**Coopération internationale et promotion du partenariat public-privé**	**10 864 379 469**	**487 987 453**	**4,5**
087	Pilotage de la politique du ministère	10 419 179 469	487 987 453	4,7
088	Coopération internationale	290 200 000	0	0,0
089	Partenariat Public-Privé	155 000 000	0	0,0
Code 64	**Contrôle de l'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs**	**4 002 761 627**	**212 000 000**	**5,3**
033	Pilotage de la politique du ministère	2 084 304 669	0	0,0
034	Contrôle d'Etat	1 034 675 711	150 000 000	14,5
035	Qualité du service public	486 564 380	41 000 000	8,4
036	Lutte contre les antivaleurs	397 216 867	21 000 000	5,3
Code 66	**Industries minières et géologie**	**6 329 576 428**	**372 960 905**	**5,9**
012	Pilotage de la politique du ministère	2 305 209 131	102 952 466	4,5
013	Ressources minérales	2 650 886 906	55 316 088	2,1
014	Ressources minières	1 373 480 391	214 692 350	15,6
Code 69	**Affaires étrangères, francophonie et Congolais de l'étranger**	**44 983 894 298**	**11 502 949 504**	**25,6**
037	Pilotage de la politique du ministère	8 936 196 876	3 447 633 481	38,6
038	Réseau diplomatique	35 765 480 038	8 046 621 491	22,5
039	Affaires consulaires	282 217 384	8 694 532	3,1

Source : DGB

(Base ordonnancement)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2026 CP	EXECUTION AU 31 MARS 2026	% d'exéc
Code 70	**Finances, Budget et portefeuille public**	**374 006 999 286**	**105 713 837 942**	**28,3**
044	Pilotage de la politique du ministère	36 336 265 592	5 251 978 091	14,5
046	Relations monétaires et financières	5 952 548 189	92 980 076	1,6
047	Mobilisation des recettes budgétaires	28 213 505 123	6 346 417 229	22,5
048	Gestion de la trésorerie et de la dette	215 486 641 432	84 546 276 362	39,2
124	Budget et contrôle budgétaire	84 708 090 317	9 240 291 383	10,9
125	Comptabilité publique	650 000 000	168 142 232	25,9
126	Portefeuille public	1 136 527 417	0	0,0
139	Développement du secteur financier	1 523 421 216	67 752 570	4,4
Code 71	**Zones économiques spéciales et diversification économique**	**2 438 876 565**	**149 725 718**	**6,1**
057	Pilotage de la politique du ministère	1 203 832 126	56 385 069	4,7
058	Développement des zones économiques spéciales	1 113 226 475	93 340 649	8,4
059	Diversification économique	121 817 964	0	0,0
Code 73	**Environnement, développement durable et bassin du Congo**	**5 166 230 062**	**178 284 400**	**3,5**
077	Pilotage de la politique du ministère	2 451 145 787	17 204 126	0,7
078	Développement durable	575 863 182	0	0,0
079	Environnement	1 859 524 575	161 080 274	8,7
080	Bassin du Congo	279 696 518	0	0,0
Code 74	**Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi**	**32 783 827 207**	**4 167 377 249**	**12,7**
093	Pilotage de la politique du ministère	7 967 419 843	577 148 528	7,2
094	Encadrement de la jeunesse	7 135 474 115	1 022 371 157	14,3
095	Education civique	646 175 480	7 288 662	1,1
096	Développement du sport	7 259 875 860	915 723 279	12,6
097	Education physique	6 551 801 024	1 622 533 253	24,8
098	Formation qualifiante et emploi	3 223 080 885	22 312 370	0,7
Code 75	**Développement industriel et promotion du secteur privé**	**8 702 258 214**	**435 025 739**	**5,0**
099	Pilotage de la politique du ministère	5 253 176 598	141 256 105	2,7
100	Développement des industries	2 468 172 471	173 491 381	7,0
101	Promotion du secteur privé	980 909 145	120 278 253	12,3
Code 77	**Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation**	**141 213 742 496**	**30 464 810 773**	**21,6**
110	Pilotage de la politique du ministère	64 603 790 574	29 655 577 974	45,9
111	Education de base	33 345 859 471	409 739 455	1,2
112	Enseignement secondaire	40 107 939 140	348 045 512	0,9
113	Alphabétisation	3 156 153 311	51 447 832	1,6
Code 78	**Enseignement technique et professionnel**	**61 859 054 121**	**9 255 059 895**	**15,0**
114	Pilotage de la politique du ministère	29 122 509 762	3 096 619 837	10,6
115	Enseignement technique	16 791 082 470	6 075 386 802	36,2
116	Enseignement professionnel	15 945 461 889	83 053 256	0,5
Code 80	**Délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat**	**5 085 878 044**	**94 176 827**	**1,9**
135	Pilotage de la politique du ministère	1 960 820 635	0	0,0
136	Réforme de l'Etat	3 125 057 409	94 176 827	3,0
Code 83	**Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs**	**12 871 930 550**	**1 493 122 634**	**11,6**
130	Pilotage de la politique du ministère	3 313 043 818	294 821 094	8,9
131	Arts et lettres	3 155 647 180	425 734 770	13,5
132	Patrimoine culturel	2 815 565 949	367 542 691	13,1
133	Tourisme	3 048 949 482	398 693 568	13,1
134	Loisirs	538 724 121	6 330 512	1,2
Code 86	**Economie fluviale et voies navigables**	**11 522 564 826**	**75 866 664**	**0,7**
071	Pilotage de la politique du ministère	728 000 000	60 000 000	8,2
072	Transport fluvial	3 387 564 826	3 866 664	0,1
073	Economie et entretien du réseau de navigation	7 407 000 000	12 000 000	0,2
Code 87	**Aménagement du territoire et des grands travaux**	**106 274 162 440**	**25 686 576 848**	**24,2**
018	Pilotage de la politique du ministère	4 362 787 185	513 559 796	11,8
019	Aménagement du territoire	8 336 480 543	130 683 328	1,6
020	Projets structurants	83 676 000 000	20 900 000 000	25,0
022	Infrastructures	9 898 894 712	4 142 333 724	41,8
Code 88	**Economie, Plan et intégration régionale**	**53 910 650 846**	**10 062 473 199**	**18,7**
068	Pilotage de la politique du ministère	37 200 559 818	8 662 048 099	23,3
069	Planification et programmation du développement	12 287 628 981	925 645 020	7,5
070	Intégration régionale	1 307 799 447	0	0,0
140	Développement de l'économie	3 114 662 600	474 780 080	15,2
Code 89	**Assainissement urbain, développement local et entretien routier**	**19 070 255 116**	**206 513 676**	**1,1**
143	Pilotage de la politique du ministère	1 529 386 153	0	0,0
144	Entretien routier et assainissement urbain	15 863 492 984	206 513 676	1,3
145	Développement local	1 677 375 979	0	0,0
	TOTAL	**2 005 000 080 014**	**339 031 369 667**	**16,9**

Source : DGB

ANNEXE 5 : EXECUTION DES DEPENSES PAR DOTATION AU 31 MARS 2026

(Base ordonnancement)

CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS 2026 CP	EXECUTION AU 31 MARS 2026	% d'exéc
901	Dotation Présidence de la République	48 482 769 986	9 966 948 211	20,6
902	Dotation Assemblée Nationale	22 137 050 000	5 534 250 000	25,0
903	Dotation Sénat	12 280 000 000	2 200 000 000	17,9
904	Dotation Cour supreme	1 600 000 000	320 000 000	20,0
905	Dotation Cour des comptes et de discipline budgétaire	3 700 000 000	740 000 000	20,0
906	Dotation Cour constitutionnelle	1 150 000 000	230 000 000	20,0
907	Dotation Haute Cour de justice	400 000 000	80 000 000	20,0
908	Dotation Conseil économique, social et environnementa	1 385 000 000	277 000 000	20,0
909	Dotation Conseil supérieur de la magistrature	600 000 000	120 000 000	20,0
910	Dotation Médiateur de la République	950 000 000	570 000 000	60,0
911	Dotation Conseil supérieur de la liberté de communicati	1 017 100 000	203 420 000	20,0
912	Dotation Commission nationale des droits de l'homme	2 165 000 000	360 832 660	16,7
913	Dotation Conseil national du dialogue	150 000 000	30 000 000	20,0
914	Dotation Conseil consultatif des sages et des notabilités	150 000 000	30 000 000	20,0
915	Dotation Conseil des femmes	150 000 000	30 000 000	20,0
916	Dotation Conseil consultatif des personnes vivant avec l	150 000 000	30 000 000	20,0
917	Dotation Consultatif de la jeunesse	150 000 000	30 000 000	20,0
918	Dotation Consultatif de la société civile et des ONG	150 000 000	30 000 000	20,0
919	Dotation Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	1 000 000 000	20,0
920	Dotation Commission nationale de transparence et de r	2 000 000 000	400 000 000	20,0
921	Conseil superieur de la cour des comptes et de discipli	500 000 000	0	0,0
	TOTAL	**104 266 919 986**	**22 182 450 871**	**21,3**

Source : DGB

(Base ordonnancement)

CODE	DOTATIONS DES MINISTERES	PREVISIONS 2026 CP	EXECUTION AU 31 MARS 2026	% d'exéc
921	Dotation pour dépenses accidentelles	30 000 000 000	14 779 669 954	49,3
	TOTAL	**30 000 000 000**	**14 779 669 954**	**49,3**

Source : DGB

ANNEXE 6 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PAR SECTEUR AU 31 MARS 2026

DESIGNATION	Prévisions 2026	Exécution au 31 Mars 2026	% D'EXECUTION
Santé de base et lutte contre les maladies	**187 100 197 440**	**5 404 559 698**	**2,9**
-Programme d'acquisition et de gestion des médicaments essentiels et génériques, bilan biologique et réactifs	7 035 584 549	59 545 267	0,8
-Programme de la gratuité des médicaments de lutte contre le sida ,bilan biologique et réactif	15 380 632 901	0	0,0
-Campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA	236 397 658	0	0,0
- Programme de lutte contre le paludisme et les autres maladies	10 678 367 780	0	0,0
- Programme de vaccination élargie	11 516 602 736	0	0,0
- Riposte aux épidemies	8 301 382 961	0	0,0
- Programme de gratuité de la césarienne	2 262 369 123	56 850 000	2,5
- Programme de lutte contre la tuberculose	414 538 419	0	0,0
- Programme de lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir la trypanosomiase, l'onchocercose…	821 779 495	231 779 495	28,2
- Revitalisation des districts sanitaires par l'achat des équipements médico – techniques et fonctionnement des hôpitaux et centres de santé	90 220 541 818	5 056 384 936	5,6
- Construction et réhabilitation des hôpitaux généraux et de base ainsi que des centres de santé dans les villes et les centres ruraux	34 645 000 000	0	0,0
- Santé de la femme et de l'adolescente	5 587 000 000	0	0,0
Education	**196 244 950 442**	**15 747 472 650**	**8,0**
- Construction et réfection des bâtiments scolaires	18 999 000 000	0	0,0
- Programme de gratuité des fournitures scolaires, des manuels scolaires et des frais de scolarité ainsi que du matériel didactique au niveau des établissements primaires et secondaire, d'enseignement général, technique et professionnel	25 463 265 791	2 366 437 039	9,3
- Programme des cantines scolaires	2 848 524 184	0	0,0
-Renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche	86 762 279 864	13 282 035 611	15,3
-Bourses, aides scolaires et universitaires	22 629 880 602	99 000 000	0,4
Construction, réhabilitation des infrastructures et équipements universitaires, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique	39 542 000 000	0	0,0
Infrastructures de désenclavement	**63 747 000 000**	**0**	**0,0**
- Construction et réfection des pistes rurales et agricoles à travers le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC)	0	0	
- Entretien des rivières , dragage et balisage	9 500 000 000	0	0,0
- Projets communautaires et revitalisation du tissu villageois	200 000 000	0	0,0
- Construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts, …	54 047 000 000	0	0,0
Electricité, eau et assainissement	**111 277 702 968**	**2 781 291 225**	**2,5**
- Programme « eau pour tous » afin de poursuivre l'opération d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux	32 450 281 162	68 749 995	0,2
- Construction d'ouvrages électriques pour l'accès des populations à l'énergie	28 867 930 610	229 341 773	0,8
- Assainissement des villes avec comme corollaire, le curage des caniveaux et la destruction des gites larvaires	49 959 491 197	2 483 199 457	5,0
Protection sociale et emploi	**61 959 202 766**	**1 434 531 749**	**2,3**
- Actions caritatives et les aides sociales	746 063 655	0	0,0
- Insertion et réinsertion sociale et économique des handicapés et des minorités	615 925 168	0	0,0
- Prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue	32 323 227 433	1 434 531 749	4,4
.Programme national des filets sociaux	15 000 000 000		
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des jeunes en général et particulièrement des jeunes désœuvrés	4 127 594 836	0	0,0
- Mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle.	24 146 391 673	0	0,0
Agriculture, pêche et élevage	**25 491 303 447**	**450 372 308**	**1,8**
- Programme d'encadrement des maraîchers dans les centres urbains et ruraux	18 645 000 000	0	0,0
- Programme de distribution des semences améliorées	690 278 482	0	0,0
- Programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles	3 557 995 196	450 372 308	12,7
- Programme de démonstration des techniques de l'élevage	2 467 717 307	0	0,0
- Programme de métayage bovin	130 312 462	0	0,0
Promotion de la femme	**6 423 790 824**	**0**	**0,0**
- Question du genre	4 089 234 479	0	0,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes filles mères	2 334 556 345	0	0,0
TOTAL	**652 244 147 887**	**25 818 227 630**	**4,0**

Source : DGB

ANNEXE 7 : SITUATION DES SOLDES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2026

SOLDES BUDGETAIRES	PREVISIONS LFI 2026	EXECUTION AU 31 MARS 2026	(%) REAL/PREV LFI
Solde primaire	**423,4**	**83,6**	**19,7**
Solde primaire hors pétrole	**-490,9**	**-28,8**	**5,9**
Solde primaire de base	**596,1**	**117,2**	**19,7**
Solde primaire de base, hors pétrole	**-318,2**	**4,8**	**-1,5**
Solde budgétaire global, dons inclus	**230,4**	**2,0**	**0,9**
Solde budgétaire global, dons exclus	**150,8**	**0,5**	**0,4**
Solde budgétaire global, hors pétrole	**-683,9**	**-110,4**	**16,1**
VARIATION NETTE DES ARRIERES	**0,0**	**-117,6**	
- Variation des arriérés extérieurs	**0,0**	**0,0**	
- Accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs(2019)	0,0	0,0	
- Variation des arriérés intérieurs	**0,0**	**-117,6**	
- Accumulation d'arriérés intérieurs	0,0	15,7	
-Réduction d'arriérés intérieurs	0,0	-12,0	
-Réduction d'arriérés intérieurs(année ant.)		-121,3	
SOLDE BASE CAISSE	**230,4**	**-115,6**	**-50,2**

Source : DGB